L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN. 20 JUILLET 1881. 54me Année.

Bienvenu, Bonnaud & Cie., Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI, 20 JUILLET 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

Ordonnance sur la police du port.

Le Conseil de ville vient de passer une ordonnance qui, bien qu'elle ne concerne pas la grande affaire de la ville, le règlement de sa dette, n'en a pas moins une certaine importance. C'est une ordonnance sur la police du port, dont les frais absorberont la somme que le fermier, le capt. Aiken, doit donner annuellement à la ville, sans préjudice aux autres obligations dont il a assumé la responsabilité. Cette somme s'élève à $40,000 et il la faudra bien tout entière pour payer une police qui s'étendra dans les six districts de la ville le long du fleuve, et dont le service sera entièrement séparé de celui de la ville, non quant à l'autorité à laquelle elle sera soumise, mais quant à son action, qui sera toute spéciale, ainsi qu'on le verra par l'exposé que nous en donnerons ci-après.

Cette ordonnance est la meilleure réponse que le Conseil de ville puisse faire à la pétition du capt. Leathers qui refuse de se soumettre au tarif général parce-qu'il dépasse, dit-il, les conditions fixées par la cour suprême des Etats-Unis. La ville, proprement dite, ne devant profiter en rien de ces $40,000 et le port, au contraire, devant en avoir le bénéfice exclusif, nous ne voyons dans le contrat de ferme, rien de nature à lui donner le caractère d'inconstitutionnalité qui lui est imputé. Nous n'en admirons pas moins l'énergie avec laquelle le capt. Leathers s'élève contre la continuation d'un tarif qui a toujours été regardé comme suffisamment beaucoup à la marine du fleuve, et s'il gagne ses procès, nous l'en félicitons sincèrement. Il est vrai que dans deux ans, le capt. Aiken n'est engagé à diminuer le tarif, mais il vaudrait mieux qu'il fut abaissé dès aujourd'hui, et on sera le capt. Leathers sera soutenu par tous ceux qui prennent intérêt à la prospérité de notre port.

D'ailleurs, en payant soutenir que la police du port a toujours été à la charge de la ville, de même que son éclairage, et que si le fermier était affranchi de cette obligation et des frais d'un éclairage par la lumière électrique, et même des frais de tout éclairage, il pourrait sur le champ se soumettre à un abaissement considérable du tarif. Le brave capitaine de Natchez a donc de bons moyens à faire valoir, et ces moyens pouvant exercer sur les cours une grande influence. Après avoir ainsi exposé sommairement le pour et le contre du procès, nous arrivons à l'ordonnance qui fait le sujet de cet article. Elle est intitulée : "Ordonnance pour l'organisation et la nomination d'une force de police, compétente et effective, pour la protection des bords du fleuve et du port de la Nouvelle-Orléans, suivant les clauses de l'acte No 35 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, approuvé le 31 mars 1881."

Cette police sera nommée et dirigée par le Conseil de Ville sous le contrôle du Maire, comme officier exécutif du département de la police, et sera soumise aux réglements établis par la loi ou par le Conseil de Ville. Elle se composera d'un capitaine, d'un sergent, de quatre caporaux, de deux commis, de 28 patrouilleurs du port, d'un messager et portier. On voit par là que l'organisation de cette force de police est très considérable relativement à l'ancienne qui n'était qu'en embryon. On voit aussi qu'elle est complète. Quant au traitement, il répond à l'importance de l'organisation. Le capitaine recevra $1380 par an, le sergent $1000, les quatre caporaux $840 chacun, les commis $720 chacun, les patrouilleurs en recevront chacun autant, et le messager en portera $480.

Ils fourniront un cautionnement, le capitaine, de $5000, le sergent, de $3000, les commis et opérateurs, de $3000, les caporaux, de $2000, et les patrouilleurs, de $1000. Le chef de police de la ville gouvernera cette nouvelle organisation avec l'approbation du maire et de l'administrateur de police, et sera responsable de la tenue et de la conduite des hommes qui lui composeront. Il tiendra un régistre à cet égard et ce régistre sera toujours ouvert à l'inspection de l'autorité exécutive et du Bureau des commissaires. Il pourra suspendre temporairement le service de ces hommes, s'il y a lieu et si le maire l'approuve, en attendant la décision finale du Bureau des commissaires.

Le capitaine de la nouvelle force tiendra lui-même un régistre, suivant les instructions du chef auquel il se rapportera tous les jours à midi pour en recevoir les ordres. Il sera chargé de toutes les stations qui pourront être établies sur la façade du fleuve dans les limites de la ville, et assumera la responsabilité de la conduite des officiers et patrouilleurs, ces subordonnés. Les commis des stations remplironi tels services qui leur seront assignés par le capitaine et devront être reconnus comme des opérateurs télégraphiques et téléphoniques compétents. Ils pourront être transférés d'une station à l'autre, si le capitaine ou l'officier commandant le juge nécessaire.

Voici maintenant la clause qui sépare entièrement la police du port de celle de la ville et qui couvre le conseil municipal contre toute suspicion d'infraction à la jurisprudence de la Cour Suprême des Etats-Unis.

"En aucun cas, le capitaine de cette force, ou tout autre officier, patrouilleur, commis ou employé, ne sera transféré du district du port à aucun precinct de la ville, ou ne sera tenu ou requis de remplir aucun devoir autre que celui qui appartient directement à la police du port, excepté dans des cas d'urgence et quand, pour le maintien de l'ordre public, il y aura obligation de faire autrement. Cette force sera un uniforme différent de celui de la police de la ville. Le maire et l'administrateur de police veilleront à ce que cet uniforme réponde en tout aux prescriptions de l'ordonnance."

Toutes les précautions, du reste, seront prises dans le choix de ces hommes qui devront être convenablement disciplinés, et réunir toutes les conditions de taille, de force physique et de connaissance de la langue anglaise. Ils n'interviendront en aucune manière dans les élections, si ce n'est pour rétablir l'ordre en cas de bataille, et tout membre qui, aux élections, aura fait un usage indû de l'influence de sa place sera immédiatement renvoyé et ne sera pas reçu non seulement le président vivait encore, mais que des symptômes favorables laissaient espérer une guérison prochaine.

—A l'élection qui a eu lieu dans la paroisse St-Martin, le samedi, 16 juillet, le vote s'est partagé comme suit, sur la question du transfert du siège de justice de St-Martinville au Pont Breaux :

	Contre	Pour
St-Martinville	666	3
Pont Breaux	127	396
Grande Pointe	8	260
Bayou Chêne	23	4
Pointe	295	2
	1110	665
	665	
Majorité de	454	

contre le transfert.

(*L'Observateur* de St-Martinville.) du 16 juillet :

—Enfin ! Nous avons eu une pluie admirable, délicieuse, abondante comme nous en révions tous. L'air en était devenu si pur et tonifiant en comparaison dans nos cœurs avec le bruit le plus réjouissant du monde. Le vent chassait ces gouttelettes transparentes vers les plantes qui se redressaient pour boire cette eau qui leur tombait du ciel, et qui leur rendait la vie et la santé.

Comme tout coulait, comme tout avait l'air vivace et heureux.

C'est qu'aussi elle est arrivée fort à propos, cette bonne pluie, un retard de quelques jours, et c'en était fait de la récolte.

Le coton ne grandissait plus et pâlissait.

Le maïs.... mais elle est venue trop tard pour le maïs, et nos planteurs n'en feront que mi-récolte.

Mieux vaut toute fois n'en connaître et remercier le ciel de ne pas avoir tout perdu.

L'Hon. ALBERT VOORHIES est revenu des Opelousas, où il avait été plaider devant la Cour Suprême de l'Etat.

Du Monde nous.—On verra aux annonces que le Dr Beaudoux, de retour à la Nlle-Orléans a repris l'exercice de sa profession. Il a fixé son domicile au No 179 rue de la Douane, et il y donne ses consultations tous les jours de 8 à 9 h. du matin, et de 2 à 3 h. de l'après-midi.

—Il existe des millions de remèdes contre le mal de dents. Tous sont plus ou moins bâtons. En voici un que prône le docteur Cabral, médecin en chef des hôpitaux militaires, et que nous croyons capable de posséder, sauf fois sur dix, une guérison définitive.

Faites préparer par votre pharmacien la mixture suivante :

Teinture de Benjoin	6 gr.
Teinture d'Iode	"
Tannin	5 " 50 centigr.
Chloroforme	"
Chlorhidrate de morphine	0,5 centigr.

Le premier application, frotte un peu de coton, soulagement immédiat ; la deuxième, un peu après, calme presque complet ; la troisième, douleur disparue. Recommencer dès le réveil de la douleur.

Cet excellent céphalalgique vous procurera rapidement une guérison définitive. Il se conserve quelque temps.

— Un médecin distrait, possesseur d'une jambe de bois, pensa l'étourdir jusqu'à l'oublier un jour.

—L'imbécile ! dit son domestique ; il laisse sa pathologie.

EUROPE.

La session des chambres françaises touche à sa fin. S'il faut en croire les dernières nouvelles la session serait close le 27 courant.

Les élections générales auront lieu le 5 octobre prochain, et un mois après la nouvelle chambre se réunira au palais Bourbon. On dit que le jour de la clôture, M. Gambetta, président de la chambre, prononcera un grand discours, résumé de sa politique, encouragement grand à son portefeuille, avec les indications à suivre pendant la campagne électorale souvenir. Les journaux français disent que, retiré dans sa ville de ville d'Auvray, M. Gambetta travaille à ce discours destiné, par son importance, à effacer tous ceux qu'il a prononcé jusqu'ici.

Les partis hostiles paraissent avoir abandonné la lutte. Dans quelques circonscriptions et grâce au maintien du scrutin d'arrondissement, ils obtiendront de faciles triomphes, mais en général ce sont les républicains qui reviendront plus nombreux dans la nouvelle chambre. Telle est du moins l'opinion des journaux qui suivent avec le plus d'attention le courant de l'opinion publique. Les élections seront toute pacifiées que celles qui les ont précédées.

La fête de la république, qui vient d'être célébrée avec tant d'éclat et d'unanimité à Paris et dans les départements, révèle la force acquise par le régime que la France s'est donné. L'esprit de la députation de 1789 a repara de nouveau le 14 juillet 1881.

La situation s'améliore en Algérie et en Tunisie. Sfax est prise et Ben-Ameur, battu dans une rencontre, est en fuite abandonné d'une grande partie de ses cette. Dans peu de temps les tribus contumaces auront fait leur soumission, et l'ordre renaîtra maintenu à l'avenir par des forces imposantes et la création de colonies militaires.

Ce pays d'Afrique, inconnu jusqu'aujourd'hui, excite les convoitises des puissances de l'Europe. On sait qu'un avenir riche et florissant s'ouvre à l'avant les colons qui, à la suite des armées, prendront possession de ce sol que de hardis explorateurs disent d'une grande fertilité. D'une étendue sans fin, à peine peuplée, l'Afrique offre à l'immigration européenne un débouché nouveau. De là ces convitises et ces luttes autour des points qui donnent accès à ce pays dont les Romains n'ont occupé que les rives baignées par les eaux de la Méditerranée.

Tout est calme en Europe. La Russie elle-même semble jouir d'un repos qui fait contraste avec l'agitation d'il y a quelques mois.

Ce pendant la guerre de race paraît vouloir éclater de nouveau dans l'Empire d'Autriche. Tchèques et Allemands profondément en une lutte par des émeutes souvent renouvelées.

Le gouvernement paternel de l'empereur Guillaume ne peut contenir les jeunes allemands qui, pour fair le régime militaire, émigrent par bandes nombreuses. Soixante-quinze mille jeunes gens ont fui l'Allemagne du premier janvier au premier juin de cette année. M. de Bismark se préoccupe de cette hégire qui lui enlève de bons soldats. Trouvera-t-il le moyen d'y mettre fin ?

Le bruit avait couru à Paris de la mort du président Garfield, et les journaux avaient déploré cette perte cruelle pour les Etats-Unis. Ces mêmes journaux se sont réjouis le lendemain en apprenant que non seulement le président vivait encore, mais que des symptômes favorables laissaient espérer une guérison prochaine.

EUROPE.

La session des chambres françaises touche à sa fin. S'il faut en croire les dernières nouvelles la session serait close le 27 courant.

Les élections générales auront lieu le 5 octobre prochain, et un mois après la nouvelle chambre se réunira au palais Bourbon. On dit que le jour de la clôture, M. Gambetta, président de la chambre, prononcera un grand discours, résumé de sa politique, encouragement grand à son portefeuille, avec les indications à suivre pendant la campagne électorale souvenir. Les journaux français disent que, retiré dans sa ville de ville d'Auvray, M. Gambetta travaille à ce discours destiné, par son importance, à effacer tous ceux qu'il a prononcé jusqu'ici.

Les partis hostiles paraissent avoir abandonné la lutte. Dans quelques circonscriptions et grâce au maintien du scrutin d'arrondissement, ils obtiendront de faciles triomphes, mais en général ce sont les républicains qui reviendront plus nombreux dans la nouvelle chambre. Telle est du moins l'opinion des journaux qui suivent avec le plus d'attention le courant de l'opinion publique. Les élections seront toute pacifiées que celles qui les ont précédées.

La fête de la république, qui vient d'être célébrée avec tant d'éclat et d'unanimité à Paris et dans les départements, révèle la force acquise par le régime que la France s'est donné. L'esprit de la députation de 1789 a repara de nouveau le 14 juillet 1881.

La situation s'améliore en Algérie et en Tunisie. Sfax est prise et Ben-Ameur, battu dans une rencontre, est en fuite abandonné d'une grande partie de ses cette. Dans peu de temps les tribus contumaces auront fait leur soumission, et l'ordre renaîtra maintenu à l'avenir par des forces imposantes et la création de colonies militaires.

Ce pays d'Afrique, inconnu jusqu'aujourd'hui, excite les convoitises des puissances de l'Europe. On sait qu'un avenir riche et florissant s'ouvre à l'avant les colons qui, à la suite des armées, prendront possession de ce sol que de hardis explorateurs disent d'une grande fertilité. D'une étendue sans fin, à peine peuplée, l'Afrique offre à l'immigration européenne un débouché nouveau. De là ces convitises et ces luttes autour des points qui donnent accès à ce pays dont les Romains n'ont occupé que les rives baignées par les eaux de la Méditerranée.

Tout est calme en Europe. La Russie elle-même semble jouir d'un repos qui fait contraste avec l'agitation d'il y a quelques mois.

Ce pendant la guerre de race paraît vouloir éclater de nouveau dans l'Empire d'Autriche. Tchèques et Allemands profondément en une lutte par des émeutes souvent renouvelées.

Le gouvernement paternel de l'empereur Guillaume ne peut contenir les jeunes allemands qui, pour fair le régime militaire, émigrent par bandes nombreuses. Soixante-quinze mille jeunes gens ont fui l'Allemagne du premier janvier au premier juin de cette année. M. de Bismark se préoccupe de cette hégire qui lui enlève de bons soldats. Trouvera-t-il le moyen d'y mettre fin ?

Le bruit avait couru à Paris de la mort du président Garfield, et les journaux avaient déploré cette perte cruelle pour les Etats-Unis. Ces mêmes journaux se sont réjouis le lendemain en apprenant que non seulement le président vivait encore, mais que des symptômes favorables laissaient espérer une guérison prochaine.

Nouvelles Télégraphiques.

Ouragan sur le lac de Genève.

Londres, 16 juillet.—Une dépêche de Maryen, France, dit qu'un terrible ouragan s'est déchaîné sur le lac de Genève. Des grêlons énormes sont tombés pendant une heure. Les moissons et les récoltes ont beaucoup souffert.

Conseil de cardinaux.

Londres, 16 juillet.—Un correspondant télégraphie de Rome : "Le pape a convoqué vendredi un grand conseil de cardinaux pour discuter les troubles récents. Après une longue discussion, on s'est rangé à la proposition du cardinal Pecci qui engageait à remettre à plus tard toute action.

Les grands-ducs Michel et Alexis.

Saint-Pétersbourg, 16 juillet. — Le grand-duc Michel a été nommé président du conseil impérial et le grand-duc Alexis grand-amiral.

L'holocauste d'Olgin.

Paris, 15 juillet—Le correspondant de Saint-Pétersbourg du *New York Herald* télégraphie : "Cent dix-neuf paysannes viennent d'être brûlées vives sur la propriété d'Olgin, dans la province de Kiesk, près de Kieff, sur les frontières de la Petite Russie, au sud-ouest de l'empire. Ces malheureuses avaient été d'abord enfermées dans une grange, par le régisseur de la propriété, pour avoir refusé de faire le travail auquel elles étaient encore assujetties d'après les stipulations provisoires de la loi d'émancipation. La grange a ensuite été mise en feu par quelques villageois. Un de ceux-ci a été arrêté et a fait des aveux. La commission de douze experts pour l'introduction de la réforme agraire a terminé ses travaux et soumettra prochainement deux projets à l'examen du gouvernement."

Duels entre étudiants allemands.

Londres, 16 juillet—Le correspondant berlinois du *Times* dit : "Un étudiant en droit de l'Université de Bonn vient d'être tué dans un duel, et un autre étudiant est à l'hôpital dans un état désespéré. Un étudiant à Berlin a eu le nez entièrement coupé dans une rencontre au sabre. Il ne se passe guère de semaine qu'on n'apprenne des affaires de ce genre, qui se terminent souvent par la mort, dans quelqu'une des universités allemandes."

L'Angleterre et le libre-échange.

Londres, 16 juillet—Le Morning Post appelle l'attention sur un article paru dans la Quaterly Review et dans lequel l'auteur s'attache à prouver, par des statistiques, que les manufactures anglaises sont dans le déclin par suite du libre-échange. Le Times dit que la plupart des chiffres de la Review sont étrondés et que, par conséquent, ses arguments contre le libre-échange ne sont pas concluants.

Les pêcheries de Terre-Neuve.

Londres, 16 juillet—On dit qu'un sloop de guerre armé de six canons a été envoyé renforcer l'escadre protégeant les pêcheries de Terre-Neuve.

Les manifestations anti-cléricales de Rome.

Rome, 16 juillet.—Six hommes ont été condamnés à Pascuale et à la prison pour avoir troublé mardi dernier le cortége funèbre du pape Pie IX. Le jugement des prisonniers a été marqué par un grand tumulte, et le président du tribunal a fait évacuer deux fois la salle d'audience. Les condamnés ont été reçus par des huées et des sifflets. Une foule de deux à trois mille personnes a fait une ovation aux prisonniers à leur sortie du tribunal et les a escortés en criant : "A bas les cléricaux !" Les soldats ont dispersé le rassemblement, mais la foule s'est réunie de nouveau à Pascuale dans l'après-midi. Un journal clérical, le scrutin, a publié un article qui a été considéré comme une provocation, et c'est dirigée par la foule pour protester devant le roi et la reine qui arrivaient de Naples ; mais un cordon de police a empêché une démonstration.

Guiteau repentant. — Guiteau

paraît enfin se repentir. On dit qu'il a tenu hier le langage suivant à l'attorney général :

"Si j'avais une autre occasion, je n'espérerais pas de tirer sur le Président. Je croyais avoir une inspiration en voulant en débarrasser le pays, mais je vois que je dois m'être trompé. Je vois que c'est Dieu et non pas moi qui a voulu la mort de Garfield, et pour cette raison, je ne me désespère pas. Si cela n'est pas été décidé par Dieu, comment pourrait-il être encore de ce monde ? Je tenais le pistolet tout près de son dos, et ma main droite aurait forcé que du fer. J'ai tiré sur lui tout portant, et il n'y a que la Providence qui ait pu le sauver. Il ne mourra pas, j'en suis convaincu, et je suis fâché de l'avoir fait tant souffrir. Cela me servirait à personne d'essayer aujourd'hui de tirer sur lui, car je n'ai pu tirer avec les chances que j'avais, aucune balle ne peut l'atteindre. Il en est ainsi ordonné, et nous devons nous soumettre à la volonté du ciel."

Jérome Bonaparte.—M. Jérome

Bonaparte, de Baltimore, qui a fait l'hiver dernier, un premier séjour de passer à Washington la saison du Congrès, a été reçu partout avec un millier d'égards, et des hommes politiques plus d'agréables passe-temps que dans la société des marchands de grain de Baltimore. Aussi va-t-il élever à la capitale un hôtel digne de sa fortune et dans lequel il pourra ses hivers. Cette demeure sera située au coin de la rue K et de la 17e rue ; le terrain a 45 pieds sur 54. La maison coûtera 30,000 dollars à bâtir, ce qui est une somme considérable pour Washington.

La statue de Marceau. — Le

sculpteur Cloisinger vient de terminer une gigantesque statue représentant Marceau à cheval. Le cheval et le cavalier mesurent trois mètres cinquante ; le piédestal aura quatre mètres de haut. Cette œuvre sera placée devant le palais de l'industrie et ombragée le soir de foyers lumineux. Cette statue est la première d'une série qui comprendra Marceau, Hoche, Kléber et Carnot, quatre statues destinées à l'esplanade de l'Ecole militaire.

Suicide d'un assassin.—C'était

une figure bizarrement sinistre que ce Thouviot qui, sans motif, poignarda, en juin 1874, une jeune fille de vingt ans, servante dans un restaurant de la Chapelle. Il avait éprouvé dans sa vie quelques étourdissements, avec lividité rapide des traits de la face, bruissement d'oreilles et besoin automatique de marcher devant lui, sans détermination réfléchie et consciente.

De temps en temps, bien que très intelligent, il se sentait nerveux, vibrant, irritable, dans, incapable de tenir en place et toujours prêt à commettre une action perverse, audacieuse et criminelle : il se sentait comme une démangeaison de tuer quelqu'un. Après dix mois de prévention, on, pour mieux dire, d'examen médico-légal, Thouviot bénéficia d'une ordonnance de non-lieu, et fut envoyé, par mesure administrative, à la colonie de Biribye.

Depuis deux ans, il sollicitait en vain un libert, à titre d'essai, mais personne n'avait cru devoir obtempérer à cette demande et l'autorité préfectorale se refusa à endosser une pareille responsabilité. Désespéré, Thouviot s'est pendu dans sa cellule, avant-hier, vers trois heures de l'après-midi. On a trouvé dans la lettres qu'il adressait par la poste aux médecins de l'établissement et un testament par lequel il léguait le fruit de ses économies aux enfants idiots et épileptiques et au meneau qu'il avait élevé, à Pau de ses contentes.

Il paraît que l'autopsie n'a pas fait découvrir de lésions bien sérieuses du cerveau.

M. Charles Lullier.

Il y avait longtemps que je désirais voir de près cette figure curieuse. On m'avait raconté à l'endroit de M. Lullier des traits d'une si extraordinaire étude, que dont il avait été le héros, de si incroyables aventures, que je m'étais bien promis de saisir la première occasion qui me serait offerte d'avoir une entrevue avec lui.

Un incident récent vient justement de remettre en lumière cet homme de si fâcheuse énergie ; voilà pourquoi je songeai, l'autre matin, à la porte d'une grande maison rue Rochechouart, No 7.

Il va sans dire que dans cette rapide esquisse, je n'occupe pas de l'homme politique, dont je ne partage assurément les idées, ni du rôle qu'il a pu jouer en 1871.

C'est Lullier qui est venu m'ouvrir lui-même. Je le reconnus tout de suite au signalement qui m'en avait été donné par un mien ami.

Lullier a quarante ans sonnés, si je ne me trompe. Il est d'une taille au-dessus de la moyenne et bien prise. Le corps est svelte ; pas de graisse, mais une musculature puissante. La tête a un aspect quasi ecclésiastique ; la peau est très blanche, le front assez développé fuit vers les cheveux, qui sont très abondants, mais blancs ; son pas présentement blanc, mais plutôt argenté avec des reflets éclatants, qui laissent l'impression d'un albinos, qui aurait blanchi.

Sans cette particularité, on ne donnerait guère plus de trente ans à l'ex-officier de marine.

Les yeux sont petits et de nuance bleu clair ; quand leur propriétaires s'anime, ils prennent changer de couleur avec des reflets métalliques tout à fait singuliers ! Le nez est grenailleux ; on pourrait presque le ranger dans la catégorie des "roxelane." Une petite moustache ombre imperceptiblement la bouche, qui est largement fendue. Tout le reste du visage est complètement rasé, avec des "pleins" et des "creux" fort curieux.

On a dit que M. Lullier ne jouissait pas absolument de toutes ses facultés mentales. J'avoue franchement ne m'en être aucunement aperçu dans le long entretien que j'ai eu avec lui. Il se peut qu'en certaines circonstances, et lorsqu'on s'attaque à lui, son énergie s'exalte et lui fasse dépasser le but ; mais je crois que, s'il fallait faire enfermer Lullier comme fou, il faudrait lui donner comme compagnons quelques bonnes gens contenus de salle de Fontenay.

Détruisons ici la fausse légende qu'ont essayé d'accréditer messieurs les reporters réactionnaires.—Lorsque le condamné de la Commune a débarqué à Brest, ces mêmes messieurs ont dénaturé à nous représenter le revenant comme un homme cassé et vieux avant l'âge, dont l'énergie avait été à jamais brisée par les épreuves formidables qu'il avait essuyées.

Eh bien ! je suis fâché d'être obligé de démentir ces gobeurs ; ils m'étaient bien présenté un homme en pleine force de l'âge, et les épreuves n'ont brisé l'extraordinaire vigueur de M. Lullier.

Un simple détail en donnera une idée : après une demi heure de conversation, mon interlocuteur me demanda la permission de passer dans une pièce voisine pour y prendre ses bottines. En même temps il m'apportait au bout de son petit doigt, en manière de distraction, un poids de 40 kilos, en me disant : "Vous avez, si le cœur vous en dit..." Bien entendu, j'ai décliné cette gracieuse invitation, un peu lourde pour moi.

Une visite plus ou moins joyeuse que j'entendis de l'autre côté de la pièce me donnèrent à penser que M. Lullier est loin d'être indifférent, comme on a essayé de l'insinuer, aux charmes du beau sexe.

Mais j'avais hâte d'en arriver à l'instant qui a fait un certain bruit, il y a quelques jours, dans la presse ; je veux parler de la provocation adressée par M. Charles Lullier à M. Paul de Cassagnac.

On se rappelle qu'un soir d'une soirée que avec M. Robert Mitchell le rédacteur en chef du *Pays* avait porté contre l'ancien officier de marine une accusation infâme. Lullier vivait, depuis son retour à Paris, tellement retiré et il limait si peu les journaux qu'il n'a été mis en courant de cette accusation que par un de ses amis, qui lui a montré, il y a quelques jours seulement, dans un numéro du *Pays*, le passage qui le concernait.

Son premier acte fut de prévenir M. Paul de Cassagnac qu'il venait d'écrire à l'amiral Cloué pour le prier de tenir son dossier à sa disposition.

Son second fut d'envoyer ses témoins au chef du *Pays* dont il donnait du reste la nouvelle empêche de M. Paul de Cassagnac, jusqu'à ce qu'il en ait reçu une réponse catégorique, se réservant ensuite d'agir à sa guise.

Voici lesquels de la lettre remise par MM. le général Robin et le commandant Beninger, témoins de M. Paul de Cassagnac :

"Mes témoins définitifs sont MM. le général Robin et le commandant Beninger.

"Comme offensé, j'ai le choix des armes.

"Je choisis l'épée de combat, avec ou sans gant d'armes, pas m'importe.

"Le duel aura un dernier sang. *Le corps du blessé restera à la merci de ses adversaires.*

"C. LULLIER."

On voit que l'affaire est sérieuse et que M. Lullier est décidé à pousser les choses jusqu'au bout.

Nous ne manquerons pas de tenir nos lecteurs au courant des péripéties de cette affaire, qui ne peut manquer d'être passionnante.

En attendant, il nous a paru curieux de donner un léger croquis de M. Charles Lullier, qui est bien l'une des figures les plus originales qu'on puisse voir.

Les maisons F. Wertheim ont l'avantage de ne représenter à l'exposition maritime que des maisons qu'elles possèdent. M. même de cette petite, cent pieds de profondeur, est complet dans ses détails et ses dispositions, qui lui permettent d'être visitée en tout temps. Cet exposant est un des plus remarquables par son goût. Les spécialités de cette maison sont : fers forgés, fers à cheval, fers à cheval, fers à cheval